Le Bulletin de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX, NO 77 RUE DU CHARTRES.

NOUVELLES-ORLEANS.

MERCREDI, 9 JUILLET 1879.

LA CONVENTION.

Séance de mardi, 8 juillet.

M. Wilts appelle la Convention à l'ordre à dix heures. Soixante-huit délégués sont présents.

A la demande de M. Land, l'ordonnance de 64 constitutionnelle est mise à l'ordre du jour de lundi prochain, aussitôt après la lecture du compte-rendu de la séance du samedi.

L'ordonnance qui autorise l'agent fiscal à emprunter vingt-cinq mille piastres, afin que l'assemblée puisse continuer ses travaux, et fait à la prochaine Législature un devoir à imposer les taxes—est adoptée par un vote de 62 contre 13.

Sur la motion de M. Blanchard, l'assemblée revient sur le vote par lequel a été adoptée l'ordonnance du comité de finances au sujet de l'emprunt des vingt-cinq mille piastres, et la considération de l'ordonnance est renvoyée indéfiniment.

L'assemblée passe à la considération de l'ordonnance relative à la semaine qui est dûe aux écoles gratuites, à celle qui est dûe au "Seminary", à celle qui est dûe au collège d'agriculture, des arts et mécaniques.

Le secrétaire lit l'article 1:

La semaine que l'Etat doit aux écoles gratuites est reconnue; elle est fixée à un million cent quatre-vingt-treize mille cinq cents piastres. Le trésorier devra les porter, aux livres, au crédit de fonds des écoles gratuites et l'Etat devra payer un intérêt de 6 pour cent l'an, au profit de cit fonds.

M. Matthews offre un amendement qui déclare que l'intérêt de 6 pour cent devra dater du 1er janvier 1876.

M. Cunningham propose de substituer "1880" à "1876."

M. Wells offre un substitut à l'article du comité; il y est déclaré que la dette est reconnue, et que l'Etat devra payer, à dater du 1er janvier 1876, 6 pour cent d'intérêt sur les sommes qui y ont droit en vertu de la loi du Congrès.

M. Sutherlin fait la motion de soumettre l'ordonnance, le substitut et les amendements à un comité spécial qui devra s'assurer du montant de la dette, ainsi que du taux d'intérêt que l'Etat est tenu d'acquitter, et de présenter un rapport le plus tôt possible. Sa motion prévaut.

La suite de l'ordonnance du comité des droits—*bill of rights*—est considérée.

L'assemblée en est à l'article 10:

Dans toutes les poursuites criminelles, l'accusé devra jouir du droit d'être informé de la nature et de la cause de l'accusation, d'être confronté avec les témoins à charge, d'obtenir des témoins à décharge à comparaître, de se défendre, d'avoir l'aide d'un défenseur, d'avoir le droit de rejeter des jurés. Le nombre de jurés qu'il pourra rejeter devra être mis par la loi.

M. Parlange offre un amendement qui donne à l'inculpé le droit d'exiger et d'avoir, sur demande, une liste des témoins sur les dépositions desquels l'accusation repose. L'amendement est repoussé.

(Le président annonce que le comité créé par la motion de M. Sutherlin au sujet de la dernière ordonnance, se composera de MM. Sutherlin, Claiborne, McGloin, Cunningham et Matthews. A la demande de M. Sutherlin, M. Claiborne est nommé *chairman* du comité.)

L'article 10 est adopté sans aucune modification.

L'article 11:

Un cautionnement exclusif ne devra pas être exigé, des amendes excessives ne devront pas être imposées, des punitions cruelles et inaccoutumées ne devront pas être infligées. On devra pourvoir être relâché si le caution est suffisante, à moins que le crimes entraînant la peine de mort, lorsque les preuves sont manifestes, ou la culpabilité est forte, ou après déclaration de culpabilité d'un crime qui entraîne la peine de mort ou les travaux forcés.

Est lu.

M. Forman propose d'effacer les mots "punitions inaccoutumées." L'amendement est rejeté.

M. Simon propose d'effacer les mots "lorsque les preuves sont conclusantes ou la présomption est forte." L'amendement est rejeté.

M. White propose d'effacer les mots "entraînant la peine de mort ou les travaux forcés." L'amendement est rejeté.

L'article est adopté sans aucune modification.

L'article 12:

Le privilège de l'habeas corpus ne devra pas être suspendu, à moins que dans le cas de rebellion ou d'invasion le salut public ne le commande.

Est adopté tel que le comité l'a présenté.

L'article 13:

Toutes les cours devront être ouvertes, et tout ce personne dans les cours, les terres les propriétés ou la réputation auront été lésés devra trouver un remède dans la loi, et la justice devra être administrée sans retard inutile.

Est adopté sans [aucune modification.

L'article 14:

Le pouvoir militaire devra être subordonné au pouvoir civil.

Est adopté sans aucune modification.

L'article 15:

Le seul but légitime d'un gouvernement est de protéger le citoyen dans la jouissance de la vie, de la propriété, du libre exercice de ses facultés tant qu'il est exercice ne gêne pas la liberté des autres, et lorsque le gouvernement s'arroge d'autres fonctions, l'acte devient une usurpation et une oppression.

Est lu.

M. Knoblock n'en voit pas la nécessité; il en demande la suppression.

M. Forman, qui en est l'auteur, répond au délégué de Lafourche, que l'article est exigé, que c'est une limite imposée à la majorité.

M. Leake dit qu'il voterait pour l'article si, en l'adoptant, la nouvelle constitution mettait à jamais fin aux homicides, mais si tel ne doit pas être le résultat de l'adoption, il appuiera la proposition de M. Knoblock.

M. Forman propose d'insérer après les mots "la vie" le mot "liberté," et d'effacer les mots "et le libre exercice de ses facultés tant que cet exercice ne gêne pas la liberté des autres." Le délégué d'Orléans fait la motion à la suite d'observations de M. Knoblock, qui préfère les expressions habituelles à la définition de Herbert Spencer.

M. Lyons renouvelle la motion de M. Knoblock; il la retire après un discours de

M. Semmes, qui voit dans l'article un obstacle à la centralisation, et, à cause de cela, en désire l'adoption.

L'amendement de M. Forman est accepté.

L'article (modifié) est adopté.

Le secrétaire lit l'article 16:

Cette énumération de droits ne devra pas être interprétée de manière à porter atteinte à d'autres droits qui appartiennent au peuple qui ne sont pas mentionnés dans la présente ordonnance.

M. Destrea propose d'ajouter à l'article les mots: "le duel ne devra pas être prohibé dans l'Etat."

Le président décide que la modification n'est pas à l'ordre.

L'article (modifié) est adopté.

L'article 16 étant le dernier, l'assemblée, à la demande du chairman, M. McConnell, ordonne l'impression de l'ordonnance modifiée.

M. Wells demande à la Convention de revenir sur le vote par lequel le substitut qu'il a offert, hier soir, à l'article 9, a été repoussé—substitut dont voici la teneur:

Dans toutes les poursuites criminelles l'accusé aura le droit d'avoir un jugement public, prompt, par un jury impartial dans le comté où commise, à moins qu'un tumultuer de la cause ne soit connu le crime entraînant la peine de mort, lorsque les preuves sont manifestes, ou la culpabilité est forte, ou après déclaration de culpabilité d'un crime qui entraîne la peine de mort ou les travaux forcés.

Est lu.

M. Forman propose d'effacer les mots "punitions inaccoutumées." L'amendement est rejeté.

M. Simon propose d'effacer les mots "lorsque les preuves sont conclusantes ou la présomption est forte." L'amendement est rejeté.

M. White propose d'effacer les mots "entraînant la peine de mort ou les travaux forcés." L'amendement est rejeté.

L'article est adopté sans aucune modification.

L'article 12:

Le privilège de l'habeas corpus ne devra pas être suspendu, à moins que dans le cas de rebellion ou d'invasion le salut public ne le commande.

Est adopté tel que le comité l'a présenté.

L'article 13:

Toutes les cours devront être ouvertes, et tout ce personne dans les cours, les terres les propriétés ou la réputation auront été lésés devra trouver un remède dans la loi, et la justice devra être administrée sans retard inutile.

Est adopté sans [aucune modification.

L'article 14:

Le pouvoir militaire devra être subordonné au pouvoir civil.

Est adopté sans aucune modification.

L'article 15:

Le seul but légitime d'un gouvernement est de protéger le citoyen dans la jouissance de la vie, de la propriété, du libre exercice de ses facultés tant qu'il